

NOUREDDINE MOUSSA À LA CHAÎNE I :

«L'AADL va disparaître»

Au cours de son passage à l'émission Tahaoulat (mutations) de la Chaîne I, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme est longuement revenu sur le programme de logements AADL. M. Nouredine Moussa dira que ce programme sera définitivement clos à la fin de l'année 2009.

En d'autres termes, l'AADL est appelée à disparaître l'année prochaine. L'invité de la Chaîne I a néanmoins souligné que les projets inscrits dans le cadre des plans 2001 et 2002 seront tous achevés en 2009.

Interrogé sur la signification de la fin du programme AADL, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a souligné que si l'AADL est appelée à disparaître, il n'en demeure pas moins que le modèle qui a servi à la mise sur pied de ce programme va être maintenu. Prié de fournir plus de détails, M. Moussa a annoncé que les prochains jours vont permettre de mettre en place une formule similaire semblable à l'AADL.

En effet, selon le ministre, cette solution a permis de rendre le sourire à beaucoup d'Algériens d'où la nécessité de reconduire ce mécanisme, sous une

mouture similaire. Il s'agit, entre autres, de la formule location-vente. Les dossiers qui n'ont pu être traités dans les premiers programmes de l'AADL seront transférés vers la Cnep-Immobilier qui, à son tour, se chargera de la prise en charge du programme restant. Le ministre a, par ailleurs, assuré qu'en dehors du programme location-vente, d'autres solutions pour l'accès au logement demeurent possibles. Il s'agit notamment des formules logement social participatif, logement rural, et logement social ainsi que logement promotionnel.

Quant aux demandes de logement à Alger, il a été souligné que le nombre de dossiers déposés est vraiment supérieur aux capacités de réalisation.

A titre d'exemple, sur les 355 000 dossiers AADL déposés à l'échelle nationale, 180 000 concernent la wilaya d'Alger.



La formule location-vente sera privilégiée.

Photo : Samir Sid

Le ministre n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour affirmer qu'il n'est guère possible de réaliser autant de logements sur le territoire de la wilaya d'Alger. Cependant, il dira qu'il est toujours possible de satisfaire les demandes au niveau des wilayas limi-

trophes. Concernant le programme de un million de logements, il a été souligné que les délais seront respectés pour la livraison de ce programme et que des dispositions ont été prises afin de surmonter les obstacles rencontrés.

N. M.

LA CONSOMMATION DE CHAMPIGNONS VÉNÉNEUX FAIT
ENCORE DES VICTIMESNouvelles habitudes culinaires
ou misère sociale ?

Au moins treize personnes sont mortes et 65 autres ont été intoxiquées après avoir consommé des champignons dans les wilayas de Bordj-Bou-Arréridj, Batna, Khenchela et Constantine.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La liste des victimes risque de s'allonger puisque les mises en garde du ministère de la Santé sont restées vaines. Pas plus tard que lundi, cinq personnes ont été hospitalisées à Guelma suite à la consommation de champignons vénéneux.

Une situation assez exceptionnelle puisque jamais autant de victimes n'avaient été enregistrées. Pourquoi les Algériens se sont-ils mis à consommer autant le champignon qui est loin de faire partie des habitudes culinaires ? Sont-ils poussés par le besoin au point de consommer des produits à la dangerosité avérée ?

Les Algériens sont-ils à ce point obligés à trouver des substituts à des produits devenus inaccessibles ? Ce qui est certain, c'est qu'excepté certains

initiés, la cueillette et la consommation de champignons ne font pas partie de traditions locales. Nous sommes loin des cueillettes qui se font dans d'autres pays de manière régulière mais très organisée.

Les consignes sont claires pour les non-initiés : avant de consommer des champignons, il est impératif de les faire analyser par des experts, une obligation devenue chez nous une «formalité» dont se passent les personnes qui cueillent ce produit avec les conséquences dramatiques que tout le monde connaît.

Selon le guide de la santé «si beaucoup de variétés sont comestibles, d'autres variétés sont comestibles tout de suite après la cueillette, mais deviennent toxiques quelques jours plus tard. De ce fait, avant de cueillir un champignon, il est donc

indispensable d'apprendre à identifier les espèces toxiques». Le guide indique également qu'«environ 170 espèces toxiques ont été répertoriées.

La plupart se rapprochent des espèces comestibles ou sont confondues avec elles. Plusieurs espèces comestibles populaires et fortement appréciées sont toxiques lorsqu'elles sont mangées crues». Et c'est justement ce qui est en train d'arriver dans plusieurs régions du pays.

Pourtant, dès le mois d'octobre, le département de la santé avait, consécutivement au décès à Bordj-Bou-Arréridj de 3 personnes, dont 2 enfants, parmi 39 autres hospitalisées, tiré la sonnette d'alarme.

Le ministère de la Santé avait lancé une vaste opération de sensibilisation pour dire qu'«il est difficile pour les non-spécialistes de distinguer les champignons toxiques des champignons comestibles. Si

certains peuvent être consommés, beaucoup sont dangereux et même mortels».

Ajoutant que «si vous en trouvez dans les jardins, champs et forêts, évitez de les cueillir même s'ils sont lavés et/ou cuits, ils restent toxiques et mortels.

Il est donc strictement déconseillé d'en consommer, d'en vendre et d'en acheter». Le ministère demande à ceux qui ont consommé récemment des champignons sauvages de se rapprocher, à titre de précaution, de la structure de santé la plus proche de leur domicile.

Le communiqué indique que les conditions météorologiques et les fortes pluies en ce début d'automne sont favorables à la pousse de champignons sauvages. Ce message n'a visiblement pas été entendu puisque des personnes continuent, au péril de leur vie, de consommer des champignons vénéneux.

N. I.

MISE À NIVEAU DES PME

Un nouveau statut
pour l'ANDPME

«Un projet de décret pour le changement du statut juridique de l'Agence nationale de développement des PME (ANDPME) sera soumis au secrétariat général du gouvernement avant la fin de novembre courant ou au plus tard la première semaine du mois de décembre prochain», a indiqué hier le ministre de la PME et de l'Artisanat, M. Mustapha Benbada.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Intervenant à l'occasion de la signature d'un protocole d'entente sur la mise à niveau entre l'ANDPME et dix organisations professionnelles, le ministre a précisé que ce projet de décret vise à faire passer l'Agence de développement des PME du statut d'établissement public à caractère administratif (EPA) à celui d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Selon le directeur général de l'ANDPME, M. Rachid Moussaoui, ce changement de statut devra essentiellement permettre à l'agence de recruter directement l'expertise. Il s'agit surtout de renforcer l'effectif de l'agence en experts spécialisés dans différents domaines d'activité de l'agence pour mieux assurer les missions qui lui sont assignées.

Des missions qui sont axées sur l'apprentissage, la réflexion, l'information et l'acculturation en vue d'acquies des attitudes nouvelles, des réflexes et des comportements d'entrepreneurs et des méthodes de managements dynamiques et innovantes.

L'objectif principal étant de permettre aux PME d'améliorer leur compétitivité en s'alignant sur les standards internationaux d'organisation et de gestion afin de consolider et d'encadrer leur développement dans un environnement propice. Un champ d'intervention qui vient justement d'être élargi à une dizaine d'associations et organisations patronales représentant notamment les entrepreneurs, les producteurs de boissons, les femmes chefs d'entreprise, les éditeurs de livres ainsi que les industriels.

Ainsi, à la faveur de ce protocole d'entente, les entreprises regroupées au sein de ces organisations professionnelles sont invitées à soumettre leur candidature pour un processus de mise à niveau. Pour l'exercice 2008, l'ANDPME table sur le recrutement de 500 PME. Depuis la création de l'agence, 747 entreprises ont exprimé leur souhait d'adhérer au programme national de mise à niveau des PME pour lequel un budget de 1 milliard de dinars est consacré annuellement grâce au Fonds national de mise à niveau des PME.

Sur ces 747 PME, 341 demandes ont été traitées par des opérations de pré-diagnostic ou de diagnostic flash. Parmi ces 341, entreprises 27 PME ont déjà achevé leur processus de mise à niveau qui a porté sur l'organisation, le système de management qualité Iso 9001, les coûts de la production, la gestion de la production et des projets chantiers ainsi que le système HACCP-Iso 22 000.

Par secteur d'activité, 46% des 341 entreprises sont dans le domaine de l'industrie manufacturière et 37% dans la construction. Depuis janvier 2008, l'ANDPME a reçu 62 demandes de mise à niveau émanant d'autant de PME. Après étude, 58 ont été accordées.

S'agissant de la mise à niveau par la formation, 21 séminaires ont été organisés durant la même période au profit de 318 participants issus de 198 PME. Il est à noter à titre indicatif que le tissu algérien compte 365 000 PME de moins de 20 salariés. Soit 97% du nombre total des PME.

L. M.